Paris,
Le 13/01/2025

Communiqué de presse

COMMUNIQUE DE PRESSE

AGRICULTURE FRANÇAISE : LE GOUVERNEMENT DOIT RESPECTER LA DÉMOCRATIE !

En soutien au propos exprimé par le président de la Chambre d'agriculture du Tarn, Sébastien Bruyère, la **Coordination Rurale – Union nationale dénonce l'attitude du Gouvernement face à nos mobilisations syndicales de jeudi dernier.**

Notre syndicat agricole, premier au niveau national, a appelé de nombreux agriculteurs et adhérents à **rejoindre la mobilisation vers Paris** afin de **porter les doléances exprimées par nos territoires devant l'Assemblée nationale et le Sénat.** Très rapidement, nous avons constaté le **« deux poids, deux mesures »** dont a **fait preuve l'État à l'égard de nos adhérents déjà engagé**s pacifiquement sur les routes de notre pays vers la capitale.

Notre syndicat défend le droit fondamental des agriculteurs à exprimer leur mécontentement. Ce que nous dénonçons aujourd'hui, c'est la **différence de traitement** entre les mobilisations de chaque syndicat par les forces de l'ordre, sous l'autorité du Gouvernement.

Nous avons constaté avec amertume une **véritable politique d'empêchement et d'arrestations visant notre mobilisation**, alors **qu'aujourd'hui la FNSEA bénéficie d'un traitement très différent à Paris** pour permettre l'avancée de ses tracteurs vers les lieux de pouvoir. La Coordination Rurale dénonce un **véritable mépris des autorités de l'État**, un mépris pour la réalité démocratique exprimée par nos agriculteurs ! **Nos agriculteurs ont subi** : interdictions, arrêtés, usage de la force, intimidation, propagande médiatique.

Le message est pourtant clair : **les agriculteurs français ne veulent plus de la cogestion** pour décider l'avenir de notre modèle agricole. **Cette cogestion a mené l'agriculture droit dans le mur, avec comme chiffre symbolique** à l'appui : **un milliard d'euros de déficit de la balance commerciale agroalimentaire française**, une première depuis la fin des années 1970.

En revanche, **notre syndicat constate avec fierté** qu'au **retour de ce périple** contraignant, il n'y a eu **ni casse ni exactions. Nos agriculteurs sont rentrés calmement dans leurs fermes**.

Pour autant, le **Gouvernement a commis une grave erreur en affichant une différence de traitement entre notre organisation syndicale et les autres** dans le cadre de leurs mobilisations. Nous demandons au Gouvernement de **respecter la parole des urnes**. La Coordination Rurale est aujourd'hui le premier syndicat national, et nous **constatons avec fierté, depuis plusieurs jours, un nombre croissant d'adhésions en faveur de notre mouvement.**

Les chiffres alarmants de l'agriculture et de la balance commerciale doivent faire prendre conscience à l'ensemble de la population que nous sommes aujourd'hui très loin du « réarmement agricole » promis. **Ce réarmement alimentaire est pourtant impératif dans un monde de plus en plus instable**, où les rapports de force entre États se durcissent. La **souveraineté alimentaire nationale** doit pouvoir être pleinement défendue et reconnue comme une grande cause nationale.

Nous attendons plus que des avancées timides de la part du Premier ministre, Sébastien Lecornu. La Coordination Rurale **restera pleinement mobilisée** pour défendre ses agriculteurs et la profession !

Coordination Rurale www.coordinationrurale.fr 16 Rue Friant 75016 PARIS
Tel 05 62 60 14 96 – Contact presse : 06 83 01 23 15